

Bénin : la piste du rapt de deux Français se précise

La disparition de deux touristes depuis le 1^{er} mai fait craindre une contagion de l'insécurité depuis le Burkina Faso

OUAGADOUGOU - *correspondance*

Deux touristes français sont toujours portés disparus, depuis le mercredi 1^{er} mai, dans le Parc national de la Pendjari, dans l'extrême nord du Bénin. Avec leur guide, ils devaient rentrer dans la soirée à leur hôtel, après un safari dans le nord-est du parc, à la frontière avec le Burkina Faso, et n'ont pas été revus.

« Les recherches se poursuivent activement afin de retrouver nos deux compatriotes », a assuré le ministère français des affaires étrangères dans un communiqué publié dimanche. « Le centre de crise et de soutien ainsi que nos ambassades au Bénin et au Burkina Faso sont mobilisés et travaillent en collaboration avec les autorités locales », ajoute le Quai d'Orsay, qui refuse pour l'instant de parler d'enlèvement, mais évoque plutôt « une disparition inquiétante ».

Samedi matin, le corps du guide béninois a été retrouvé sur la berge de la rivière Pendjari, côté Bénin, ainsi que « des traces de la traversée de ce cours d'eau pour rejoindre le Burkina », a indiqué le ministre de l'intérieur béninois, Sacca Lafia, dans la soirée.

Quant au sort des deux tou-

ristes, « deux enseignants venus passer une dizaine de jours en vacances », l'incertitude règne toujours. « Nous avons confirmation que les deux Français ne sont plus dans le parc actuellement, nous avons perdu leur trace à la frontière, où ils auraient pris la direction du parc d'Arly, au Burkina », affirme Jean-Marie Angelo Amoussou, chargé de projet du parc de la Pendjari.

Destination déconseillée

Selon lui, la piste du kidnapping se renforce. Côté burkinabé, aucune trace des touristes n'a été constatée, assure le ministère de la sécurité mais, selon une source locale, un véhicule blanc identique à celui qu'ils avaient loué a bien été retrouvé dans le parc d'Arly.

Le Parc national de la Pendjari, prisé par les touristes pour sa faune sauvage, est situé dans une zone forestière dense à la frontière avec l'est du Burkina, où les attaques terroristes se sont multipliées depuis 2018. Le Quai d'Orsay déconseille formellement à ses ressortissants les déplacements à la frontière nord du Bénin, « compte tenu de la présence de groupes armés terroristes et du risque d'enlèvement ».

Depuis quelques mois, plusieurs experts s'inquiétaient d'un

risque de « contagion » de l'insécurité qui gagne le Burkina Faso depuis trois ans. « Des groupes armés ont réussi à s'implanter dans le nord du Bénin et du Togo depuis l'été 2018. Ce sont des zones forestières difficiles d'accès, où sévissent les trafiquants et les bandits

de la région, d'autant plus que la présence des forces de sécurité y est faible. Ils ont donc facilement pu en faire une base arrière », analyse un spécialiste. Le 15 février, un prêtre espagnol et quatre douaniers ont été abattus dans une attaque attribuée à des djihadistes dans l'est du Burkina Faso, à la frontière togolaise.

Mi-mars, l'armée burkinabée a lancé une vaste opération antiterroriste dans la région. Les services de sécurité avaient alors prévenu les autorités du Bénin, du Togo et du Ghana d'un risque de repli des groupes armés sur leur territoire. « Nous avons donné l'alerte, nous avons vu que des groupes étaient en train d'arriver chez nos voisins, ils n'ont pas su anticiper », condamne une source au ministère de la sécurité. Par ailleurs, d'après un expert de la région, l'un des cadres de l'organisation Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) serait originaire du Bénin.

« Le Burkina Faso constitue un verrou entre le Sahel et les pays co-

tiers dans la lutte contre le terrorisme. S'il saute, ses voisins seront atteints », avait averti Alpha Barry, le ministre des affaires étrangères

burkinabé. « Le verrou a déjà sauté au moment où le pays a perdu l'Est, rétorque une source sécuritaire. L'insécurité commence à contaminer les pays frontaliers, la donne est en train de changer. »

Coup dur

Pour le président béninois, Patrice Talon, qui ambitionne de faire du parc de la Pendjari « un joyau » à même de permettre un boom touristique dans le nord, ces disparitions sont un coup dur, alors que le pays vient de connaître des violences postélectorales après des législatives contestées.

En 2017, le chef de l'Etat a confié pour dix ans à African Parks, une ONG sud-africaine chargée de quatorze autres réserves sur le continent et présidée par le prince Harry, la sécurisation et l'exploitation du parc. Elle s'était alors engagée à doubler la population d'animaux sauvages et à augmenter la fréquentation annuelle de 6 000 à 9 000 visiteurs, tout en favorisant un tourisme responsable, permettant le développement de la région. ■

SOPHIE DOUCE

ET CYRIL BENSIMON (À PARIS)

